

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



17 AOÛT 2023
FÊTE NATIONALE DU GABON

REALISATIONS BILAN ET PERSPECTIVES

L'ESSENTIEL



PÔLE MINIER OU LE NOUVEAU PARADIGME POUR L'ACCELERATION DE LA TRANSITION POST-PETROLE Lire p. 7-8



VANESSA NGABAMA EPSE KAPITHO, LA SIGNATURE D'UNE FEMME LEADER QUI SE BAT AUX COTES DES MAJORS DU SECTEUR MINIER. Lire p. 9



GRATUITE DES BUS ELARGIE AUX CAPITALES DES NEUF (9) PROVINCES BIENTOT !!! Lire p. 6



RETABLISSEMENT DU DROIT A LA PROPRIETE

Lire p. 5



DES MEDICAMENTS ET DES SOINS DISPONIBLES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Lire p. 12



REALISATIONS & PERSPECTIVES DANS LES PROVINCES

Lire p. 4

17 AOÛT 2023
FÊTE NATIONALE
GABON

Ali
POUR TOUS



SOMMAIRE

LE GABON : UN EDIFICE COLLECTIF POUR LES GENERATIONS FUTURES Lire p. 4

REALISATIONS & PERSPECTIVES DANS LES PROVINCES Lire p. 4

RETABLISSEMENT DU DROIT A LA PROPRIETE 5 000 TITRES FONCIERS DELIVRES POUR FLUIDIFIER L'ADMINISTRATION Lire p. 5

GRATUITE DES BUS ELARGIE AUX CAPITALES DES NEUF (9) PROVINCES BIENTOT !!! Lire p. 6

PÔLE MINIER OU LE NOUVEAU PARADIGME POUR L'ACCELERATION DE LA TRANSITION POST-PETROLE Lire p. 7 - 8

VANESSA NGABAMA EPSE KAPITHO, LA SIGNATURE D'UNE FEMME LEADER QUI SE BAT AUX COTES DES MAJORS DU SECTEUR MINIER. Lire p. 9

GABON BLUE BOND OBTIENT 500 MILLIONS DE DOLLARS POUR LE FINANCEMENT DES OCEANS AU GABON Lire p. 10 - 11

DES MEDICAMENTS ET DES SOINS DISPONIBLES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE Lire p. 12

« VIEILLIR EN TOUTE SERENITE » Lire p. 13

DONNER PLUS DE CHANCE DE REUSSITE AUX FILLES Lire p. 14

ÉDITO

Le Gabon célèbre la 63^e année de son accession à la Souveraineté Internationale. Une fête nationale sous le signe de la cohésion sociale, face aux enjeux et défis de l'heure, non sans occulter les difficultés économiques et sociales vécues partout en Afrique.

Une opportunité pour le directeur de publication et toutes les équipes, pour souhaiter une bonne fête d'indépendance à Son excellence le Président de la République Ali Bongo ONDIMBA. Le remercier pour avoir réussi à faire du Gabon, un Havre de paix.

Bonne fête et à tous les citoyens gabonais

Le Gabon siège parmi les nations du monde. Dans les neuf provinces, c'est un avenir plein de promesses, jalonné de perspectives. Saluer aussi toutes ces nouvelles mesures qui vont rehausser le statut de notre pays dans les registres de l'histoire moderne. Bonne occasion pour faire un Roundup de la dynamique économique du pays.

Réalisations et perspectives

Transport (routes nationales) : 170 km de canalisations réparées, taux de réalisation à 5,2%. Routes bitumées 30%, taux de réalisation à 67%. Linéaire du réseau routier hors voiries urbaines en 2022, taux de réalisation 20% de routes bitumées soit 2 038 km contre une ambition affichée en 2025 de 30%. Réaménagement urbain du Grand Libreville. Réhabilitation des voiries urbaines des Capitales provinciales et des Routes départementales. Finalisation des travaux des grands axes routiers.

Environnement : Crédits carbone, séquestration et monétisation (vente de service rendu).

Énergies propres : Le Gabon est Champion mondial du renforcement de la compétitivité de notre production nationale. Conflit homme éléphant, promotion et résolution de cette question critique qui a abouti à un modèle de coexistence pacifique entre les activités humaines et la faune sauvage.

Emploi jeunes : Des contrats d'insertion emplois pour plus de 35.000 personnes, au cours du prochain mandat, soit 5.000 (premiers mois) et 10.000 dès la fin 2024. Intégration des jeunes au monde du travail.

Garantie de leur émancipation financière et sociale. Accompagnement des citoyens les plus vulnérables de naissance ou suite à un accident de la Vie.

Fonction publique : Déploiement de 10.000 agents à l'intérieur du pays afin de renforcer les structures publiques.

Services digitaux : Fibre pour tous et digitalisation des activités de plusieurs secteurs (santé, éducation, transport, etc.).

Santé : La prise en charge intégrale des évacuations sanitaires venant de l'intérieur du pays et celles réalisées à l'étranger, et élargissement du rayon des médicaments remboursables par la CNAMGS sur la base des protocoles nationaux de prise en charge des patients et des maladies essentielles.

150 structures de soin primaire seront réhabilitées d'ici 2025 : taux de réalisation 67,3%
En 2022, il y a eu la réhabilitation de 101 structures de soins primaires sur une cible de 150 structures, sanitaires à réaliser d'ici à l'horizon 2025.

Parafiscalité et la fiscalité : La réduction des coûts dans la parafiscalité pour booster la promotion des produits locaux

Alimentation et restauration : La mise en œuvre de pointages et ou contrôles de prix sur le marché pour évaluer la dynamique du pouvoir d'achat du Gabonais. Mercuriale consacrée à 67 produits. Numéros verts (8085).

Habitat : L'encadrement du prix des loyers.

Transport routier : La réglementation prix de transport au trajet, ramener les prix de transport au seuil pratiqué avant la Covid-19.

La rédaction

Directeur de la publication

Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 (0) 65 31 70 00

Chef éditorialiste

Anna KANE
kane.anna@gmail.com
Cel. : +241 77 98 11 08

Publicité & marketing :

241 (0) 11 73 18 80
servicecommercial@economiegabonplus.com

Directeur artistique & infographie

Designetconcept
Cel. : +241 (0)74 18 98 63

Informations légales

MEDIAGAB Société éditrice de :

Economie Gabon+
RCC N°RG LBV 2019B22899
Numéro statistique : 47809 P
Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse:
N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Régie publicitaire :

MEDIAGAB
Tél: +241 (0) 11 73 18 80

Siège social

4294 Bd de la Nation Bord de mer -
Libreville Immeuble BICP, BP 4562
Libreville- Gabon
Tél. +241 (0) 11 44 11 62

Site Internet : www.economiegabonplus.com

Facebook :

facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon

LinkedIn : linkedin.com/in/
economiegabonplus



LE GABON : UN EDIFICE COLLECTIF POUR LES GENERATIONS FUTURES



Le Gabon, a su démontrer sa robustesse et sa résilience, malgré l'inévitable ralentissement de l'action publique, causée par la grave crise des finances publiques de 2015, liée à la chute des cours du pétrole.

Une situation accentuée par les crises mondiales de la Covid-19 ensuite par la guerre en Ukraine, des situations qui ont profondément impacté la dynamique internationale et bouleversé les perspectives de croissance et autant de réformes dans le monde entier.

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a réaffirmé à toutes les forces vives de la Nation, que le Gabon est prêt à relever les grands défis de son époque. Et entre autres batailles économiques, celui de l'emploi, et la réduction de la pauvreté.

PAR LA REDACTION

REALISATIONS & PERSPECTIVES DANS LES PROVINCES

5 milliards par an d'investissements par province sur des secteurs essentiels. Des secteurs variés tels que l'accès à l'eau et à l'électricité, l'entretien des routes communales, l'insertion professionnelle, continuent d'accélérer leur développement. Des investissements sectoriels qui tiendront compte des priorités émises par les populations locales et leurs élus.

Une partie importante des territoires du pays, couvert d'une forêt tropicale dense, demeure encore largement enclavée et coupée des grands corridors d'échanges de biens et de transport de personnes. Une situation qui se répercute sur le coût de vie, du reste élevé dans ces zones.

Dans plusieurs localités périphériques, l'énergie, produite en brûlant du gasoil, est chère et polluante, et n'offre pas les conditions minimales, facilitant l'implantation d'usines, créatrices d'emplois, malgré les perspectives de développement économique, moins attractives, poussant les communautés à l'exode rurale.

Perspectives

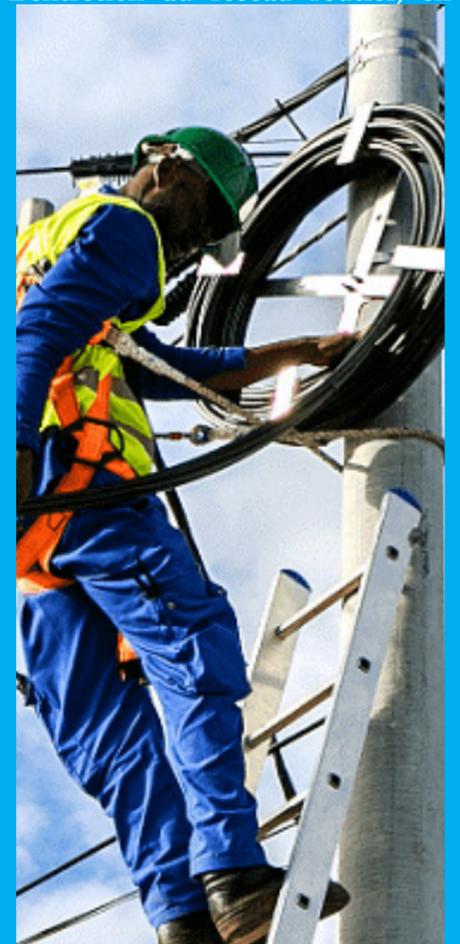
Le président Ali Bongo Ondimba, annonce des solutions pour stimuler l'activité économique dans plusieurs localités :

Le déploiement de 10.000 fonctionnaires pour renforcer les structures publiques à l'intérieur du pays.

La réduction du nombre d'élèves par classe. La finalisation des travaux des grands axes routiers (Transgabonais, route Tchibanga-

Ndendé, etc.).

L'accès aux soins et aux médicaments partout dans le pays. L'entretien du réseau routier, en



terre et en bitume, pour permettre aux populations de circuler sur l'ensemble du territoire en toutes saisons.

PAR LA REDACTION

RETABLISSEMENT DU DROIT A LA PROPRIETE

5 000 TITRES FONCIERS DELIVRES POUR FLUIDIFIER L'ADMINISTRATION

L'attribution de ces 5000 titres fonciers aura lieu dès les 100 premiers jours du nouveau mandat du président, Ali Bongo Ondimba. Dans cette dynamique, le Président candidat, Ali Bongo Ondimba, prévoit étendre la distribution de titres fonciers aux loueurs de biens immobiliers en contrepartie d'une fiscalisation de leurs propriétés et d'un encadrement des loyers pour les personnes à revenus modérés.

Le Président entend également lancer un programme de construction de logements et bâtiments administratifs à Port-Gentil, Franceville, Moanda, Oyem et les autres capitales provinciales pour favoriser l'affectation d'agents publics de Libreville vers l'intérieur du pays. L'objectif global est de favoriser l'accès au foncier et aux logements, au Gabon.

Plusieurs projets, sont déjà sorties de terre et d'autres sont en cours de réalisation. Le Programme Accéléré d'Accession à la Propriété (PAAP) lancé en 2022, est l'un d'eux. Piloté par la Société nationale immobilière, conformément aux recommandations de la task-force «réforme foncière», le Programme accéléré d'accession à la propriété (PAAP) vise à faciliter aux citoyens, l'acquisition de parcelles titrées et entièrement viabilisées.

Déjà en mai 2023, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Olivier Ekomiye Nang, accompagné de son délégué Jean-Pierre Boussougou, avait officiellement réceptionné, 102 parcelles commercialisées, situées dans le quartier Bikélé du 3e arrondissement de Ntoum.

Cette remise de parcelles représentait un accomplissement majeur de la première phase dudit projet, et 200 autres attendus dans le cadre de la deuxième phase.

Afin d'accélérer la cadence, des partenariats à l'international ont également été initiés, à l'exemple avec la République populaire de Chine.

Le mémorandum d'entente signé en avril dernier, entre la République populaire de Chine et la République gabonaise, a entre autres pour but, de promouvoir la



coopération en matière d'habitat et de planification urbaine. Il vise également le renforcement des relations de fraternité, d'amitié et de coopération entre les deux pays. « Ainsi, l'opportunité d'échanger avec les homologues de la République populaire de Chine, un pays frère qui a su régler les problèmes d'urbanisation en liant techniques traditionnelles et innovations technologiques. Pour ce faire, nous avons donc l'obligation de

discuter de façon pratique sur les questions de normes, d'habitat, de logements, de développement urbain, de production de parcelle, de renforcement des capacités afin de trouver des solutions pour améliorer le cadre de vie de nos populations », avait déclaré le Secrétaire général du ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, Juliette Corine Skiât qui avait ouvert les travaux, en présence du directeur de cabinet du ministre de tutelle.

Elle avait également rappelé que la coopération entre la Chine et le Gabon en matière de construction n'est plus à démontrer. A en juger par la présence des nombreux édifices publics et privés érigés par les entreprises chinoises, notamment l'Assemblée nationale (Palais LéonMba), le Sénat (Palais Omar Bongo), le siège de la radio, télévision (Maison Georges Rawiri).

➤ Affrètements aériens, vols à la demande
charter and on-demand flights

➤ Location
Aircraft leasing

➤ Achat et vente d'avions
Aircraft sales and purchase

VMS AERO

VMS AERO, votre partenaire aéro avec une présence mondiale :
VMS AERO, your aero partner with a global presence :

United Kingdom, Canada, United Arab Emirates, Gabon

Contacts :
Email : contact@vms.aero
Tel : +33 6 20 31 19 03 / +241 62 24 24 02

Cargo aircraft / avion cargo

Corporate, VIP & Medevac aircraft / Avion d'affaires, VIP & médicalisés

Commercial Aircraft / avion de ligne

VIP & OGP Helicopters / hélicoptères, VIP & OGP

GRATUITE DES BUS ELARGIE AUX CAPITALES DES NEUF (9) PROVINCES BIENTOT !!!

L'ambition du Chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba est d'étendre la gratuité des bus aux capitales des neufs (9) provinces, à l'issue de son élection au soir du 26 août 2023.

La mesure de gratuité du transport prise par le président de la République au plus fort de la pandémie de Covid-19 et assurée par les sociétés publiques et parapubliques Sogatra, Trans'Urb et TransAkanda se poursuivra, pour s'étendre au neuf provinces du Gabon.

Très attendue, cette extension en ravira plus d'un. La mesure permettra de renforcer un tant soit peu le pouvoir d'achat des ménages en ces temps d'inflation. En effet, les autorités, ont été si sensibles au sujet qu'elles ont consenti à priver l'État de plusieurs milliards de FCFA car elle a permis, depuis trois ans, dans les communes d'Owendo et d'Akanda, de transporter gratuitement plus de 50 millions de personnes à ce jour.

Les élèves au cœur du programme

Si la mesure gouvernementale est appelée à s'étendre progressivement dans les autres provinces du pays. La gratuité du transport scolaire, a profité à plus 125 408 élèves inscrits dans 76 établissements du Grand Libreville, selon le ministère de l'Éducation nationale. Pour ce faire, 122 bus, ont été mis à disposition. Ceux-ci, ont été répartis en 5 lignes assurées par la société Trans-Akanda, 8 lignes par Sogatra et 15 par Trans'Urb.

Un transport des hommes, prenant en compte le réseau routier

Conscient que, le développement des infrastructures de transport favorise le développement des secteurs économiques productifs et faciliter les déplacements de la population, Ali Bongo Ondimba promet leurs

entretiens.

Plusieurs projets initiés pour répondre à ce défi.

Il faut se rappeler que, le Plan d'accélération et de transformation (Pat), a évoqué, à cet effet qu'un projet sur les voiries urbaines a été initiée à la fin de l'année 2020 (phase I) avec pour objectif, l'aménagement en pavés ou en béton bitumineux de certaines voiries des communes de Libreville, Owendo et Akanda sur un linéaire total de 31,680 kilomètres dont 16,237kilomètres en béton bitumineux et 15,443 kilomètres

urbaines, et incluant la réhabilitation en point à temps, par la régie, d'une dizaine de voiries.

Routes nationales. Le fait majeur est la mise en œuvre du projet dit « Transgabonaise ». Réalisé dans le cadre d'un contrat de Partenariat avec la Société Autoroutière du Gabon(SAG), l'ambition du projet est de construire une route bitumée sur un linéaire de 827 km, en trois étapes.

Les travaux ont démarré par la section routière PK24- PK105 (Nsilé) de la Route Nationale 1 et sont bien avancés et ont été confiés à



en pavés. A cela se sont ajoutés les travaux de point à temps sur 25 kilomètres, la réhabilitation de deux (2) giratoires et la construction de (2) deux passerelles piétonnes à Libreville.

S'agissant de la circulation sur l'ensemble du territoire, le programme des voiries de la phase2 est en cours de mise en œuvre. Il prévoit également des travaux de pavage sur 17,691 kilomètres et 26,602 kilomètres de travaux de bitumage, le tout sur un linéaire total de 44,293 kilomètres de voiries

l'entreprise internationale AFCONS INFRASTRUCTURES sur quatre (4) fronts : entre le PK24 et Ntoun, tronçon qui sera élargi en 2 x 2 voies, le tronçon PK40-PK 50, nouvellement bitumé à 80%, le tronçon PK50-PK75, totalement bitumé à 100% à l'heure actuelle et le tronçon PK95-PK105, où l'entreprise est à pied d'œuvre pour la réalisation des ouvrages d'assainissement.

La terre et les aires vont connaître une mutation d'ensemble, avec des activités aéroportuaires provinciales

modernisées et une aviation nationale relancée, pour faciliter les déplacements aériens à l'intérieur et à l'extérieur du pays, annonce du chef de l'Etat. Des mesures issues du conseil des ministres du 8 août 2023, au cours duquel le gouvernement gabonais a approuvé la demande d'autorisation de procéder aux négociations directes avec GSEZ Airport, filiale de Gabon Special Economic Zone (GSEZ), pour la concession, l'aménagement et l'exploitation de l'aéroport de Makokou dans la province de l'Ogooué-Ivindo. L'objectif est « de permettre un renforcement infrastructurel conforme aux standards internationaux ».

La réhabilitation de cette plateforme aéroportuaire fait partie d'un vaste programme de rénovation et de modernisation des 10 aéroports

provinciaux que compte le Gabon.

Ce programme prévoit notamment la construction des aérogares, de tours de contrôle, de logements annexes, ainsi que la réhabilitation des chaussées et de clôtures.

PÔLE MINIER OU LE NOUVEAU PARADIGME POUR L'ACCELERATION DE LA TRANSITION POST-PETROLE



MINISTRE des Mines et de la Géologie, Sylvestre Chen Mezui M'Obiang

Le président de la République gabonaise, par ailleurs candidat à la présidentielle du 26 août 2023, a depuis le début de son magistère conçu un nouveau moteur de croissance dont le potentiel pourrait s'accroître. L'objectif est de relancer l'économie en accélérant la transition vers un paradigme post-pétrole. Il s'agit notamment des secteurs minier, forestier et agricole.

Sur cette question, le ministre des mines et de la Géologie, Chen Sylvestre Mezui M'Obiang, a indiqué que le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) adopté en 2012 par le Président de la République Chef de l'Etat, Son Excellence ALI BONGO ONDIMBA, a identifié le secteur minier comme un pilier sur lequel l'économie gabonaise peut continuer à croître et à se diversifier.

« Aujourd'hui, le Gabon est le deuxième producteur mondial de minerai de manganèse de haute qualité. Cependant, le secteur minier gabonais repose essentiellement sur l'exploitation de deux substances minérales : le manganèse et l'or. Sa contribution à l'économie nationale avec environ 7% du PIB reste modeste. Avec la mise en production des gisements de fer de Bélinga en 2023 et de Baniaka en 2024, le

Gabon se lance résolument vers la diversification de l'exploitation de ses minerais », a déclaré le ministre des mines, qui a rappelé que, le sous-sol gabonais dispose d'un énorme potentiel en plusieurs ressources minérales dont le fer, le manganèse, l'or, le diamant, le niobium, les terres rares et le phosphate notamment.

En effet, a-t-il soutenu, plusieurs secteurs économiques, y compris le pétrole et le gaz, se concentrent désormais sur la définition d'un cadre stable et harmonisé pour les nouveaux investissements dans le secteur minier. Plusieurs dispositions, ont ainsi été prises, à savoir la révision du code minier gabonais. Par ailleurs, le Gabon renforce ses capacités énergétiques par l'achèvement imminent de nouvelles centrales solaires ou hydroélectriques afin de donner un nouvel élan à son processus

d'industrialisation.

Au-delà du développement des infrastructures, les effets induits de la mise en œuvre de son plan de relance issu du de la pandémie de Covid-19, sont d'assurer l'ajustement budgétaire, de promouvoir le secteur privé et d'en faire un indispensable levier de diversification et de transformation de l'économie nationale.

Ce code minier gabonais prévoit les régimes fiscaux et douaniers

Ce code minier gabonais prévoit les régimes fiscaux et douaniers applicables à toutes les opérations minières. La stabilité à 10 ans du régime fiscal et douanier est garantie, et peut être renouvelée.

RÉGIME DOUANIER PENDANT L'EXPLORATION

- Régime d'admission temporaire applicable à tous les matériaux, marchandises, véhicules et fournitures figurant sur un programme préalablement approuvé par le Ministère.
- Aucune taxe douanière et frais sur tous les matériaux, équipements, machines et biens (y compris les pièces de rechange) directement nécessaires aux opérations minières).



EXONÉRATIONS FISCALES PENDANT L'EXPLORATION ET LA CONSTRUCTION

- TVA
- Impôt sur le revenu des sociétés.
- Impôt forfaitaire minimum.
- Contribution des brevets.
- Taxes foncières sur tous les biens immobiliers autres que le logement.
- Droits d'enregistrement sur plusieurs transactions.
- Retenue à la source sur les services fournis par des fournisseurs étrangers (lors du renouvellement préalable du permis de recherche). Ces exemptions expirent à la première vente de produits minéraux sur le marché.

ABATTEMENTS FISCAUX PENDANT LA PRODUCTION

- L'impôt sur les sociétés s'est stabilisé à 30% après une exonération de 2 ans (pour l'exploitation minière à petite échelle) ou de 5 ans (pour l'exploitation minière à grande échelle).

- Exonération de 2 ans (pour l'exploitation minière à petite échelle) ou de 5 ans (pour l'exploitation minière à grande échelle) sur l'impôt forfaitaire minimum.
- Constitution de plusieurs dispositions possibles (reconstitution de dépôts, renouvellement de matériel, etc.), déductibles du

revenu imposable.

- Les intérêts sur les prêts d'actionnaires et les comptes courants sont déductibles.
- Amortissement accéléré disponible pour plusieurs actifs.
- Déduction de toutes les sommes versées pour contribuer aux fonds créés par le code minier.
- Exonération de TVA de 2 ans.
- Exonération de TVA sur les biens et services importés non disponibles au Gabon. Un ensemble qui repose sur le cadre légal et réglementaire

AUTORISATION DE RECONNAISSANCE

- Autorisation non exclusive, non renouvelable d'un an, couvrant jusqu'à 3 000 Km² et 5 000 Km² pour le diamant.
- Délivrée par le Ministre des Mines.

Donne des droits non exclusifs à son titulaire d'effectuer des enquêtes ou investigations préliminaires géologiques de surface ou souterraine.

PERMIS DE RECHERCHE

- Permis de recherche de 3 ans, renouvelable deux fois pour une période supplémentaire de 3 ans chacun (9 ans au total), couvrant jusqu'à 1 500 km² (5 000 km² pour les diamants).
- Délivré par le Ministre des Mines.
- donne des droits exclusifs à son titulaire d'effectuer des travaux de recherche et d'exploration de substances minérales sur un

périmètre donné.

- Une convention minière est signée avec l'État. Elle fixe les conditions techniques, juridiques, fiscales et douanières applicables à l'investisseur pendant la durée du permis.

PERMIS D'EXPLOITATION A PETITE ECHELLE

- Permis exclusif de 5 ans, renouvelable par tranches de 2 ou 3 ans sans limitation, délivré par le Ministre des Mines, couvrant jusqu'à 50 Km².
- Jusqu'à 35% du capital social du titulaire du titre est détenu par des ressortissants gabonais (personnes physiques ou morales).
- Autorise son titulaire à explorer, rechercher et exploiter les substances minérales pour lesquelles il est livré.

PERMIS D'EXPLOITATION A GRANDE ECHELLE

2 types de permis exclusifs en fonction de l'investissement en capital requis pour l'opération :

- permis de 10 ans renouvelable par tranches de 5 ans et permis de 20 ans renouvelable par tranches de 10 ans.
- Autorise son titulaire à explorer, rechercher et exploiter les substances minérales pour lesquelles il est livré, et peut être transféré ou loué par son titulaire.
- Une convention minière est signée

avec l'État, et prévoit la stabilité des conditions fiscales et douanières applicables à l'investisseur.

PERMIS D'EXPLOITATION DES REJETS

- Autorisation non exclusive, non renouvelable de 1 an, couvrant jusqu'à 3 000 km² délivrée par le ministre des Mines.
- Autorise son titulaire à effectuer une enquête préliminaire géologique de surface ou souterraine des matériaux, équipements, machines et biens (y compris les pièces de rechange) directement nécessaires aux opérations minières).

RÉGIME DOUANIER PENDANT LA PRODUCTION

- Régime d'admission temporaire disponible sur toutes les machines et appareils.
- Droit de douane réduit de 5% applicable sur tous les matériaux, machines, équipements, dispositifs et marchandises nécessaires aux opérations minières, lorsque l'admission temporaire ne s'applique pas.
- Pas de frais de douane sur l'exportation de minéraux transformés ou transformés.
- 1% de frais de douane sur l'exportation de minéraux bruts.



Vanessa Ngabama Epse Kapitho : Une femme leader qui se bat au côté des majors mais qui avance avec sérénité dans le bruit des engins.

Tandis que la présence des femmes s'impose de plus en plus naturellement dans le monde du travail au Gabon, il reste certains secteurs où ces dernières sont encore en minorité : le secteur minier en fait partie. C'est dans ce milieu très masculin que s'est lancé, Vanessa Ngabama épouse Kapitho.

Rien dans le profil de cette jeune femme de 36 ans, ne présageait une carrière aussi riche de Chef d'entreprise. Également en passe de devenir, Reine du gravier au Gabon Vanessa Ngabama est devenue une lumière vive dans le secteur des mines. Aujourd'hui fondatrice, Directrice Générale de la SGG, Société des Granulats du Gabon, Vanessa Ngabama, est issue à la base du milieu financier.

De son irruption dans le secteur des mines

« Je suis passée par le cabinet Deloitte, ensuite directrice financière à Cofina (ex Crédit Solidaire du Gabon), c'est dans ce cadre que j'ai eu l'opportunité de travailler dans des projets BTP ».

Un appétit, venu grandissant au sein de l'institution Cofina.

« Tous les projets BTP que j'ai eu à traiter m'ont permis, de découvrir une façade de cette économie du reste très intéressante,

en ce qu'elle contribue principalement à construire notre pays qui a besoin vraiment de se bâtir. Quand on regarde de près les secteurs porteurs, c'est dans la construction de notre pays que s'est porté mon choix. J'ai eu l'opportunité d'avoir quelqu'un qui m'avait parlé d'un projet que je trouvais fascinant. Je me suis dit vas-y ; tu as l'opportunité de reprendre un fonds de commerce. Il s'agissait d'une petite exploitation de carrière de granit ... j'avais un peu d'économie... j'ai eu de l'aide de mes proches ... J'ai sauté le pas ».

Dans son immersion, Vanessa Ngabama découvre un milieu d'apprentissage en continu

Je pensais que ça allait être très facile je me suis dit qu'il suffisait juste de prendre des ressources humaines qualifiées qui allait faire le boulot. En fait pas du tout, c'est pas du tout comme ça que ça s'est passé la première année c'était carrément une catastrophe parce qu'il ne suffit pas juste de prendre les ressources humaines. Il faut maîtriser les ressources humaines en question il faut s'intéresser à ce qu'on fait à tous les aspects que ce soit mécanique ingénierie hydraulique. Tous les aspects qui seront propres même au fonctionnement de l'exploitation. Il faut vraiment s'impliquer à tous les niveaux donc après une année de galère à pas vouloir m'impliquer j'ai finalement dû comprendre et apprendre les métiers de la mécanique ». **Un apprentissage qui passera par la connaissance du parc roulant du secteur.**

« L'exploitation minière, en fait c'est les engins, c'est les équipements donc si tu comprends tes équipements que tu comprends ton environnement, à ce

UN NOM UN VISAGE

VANESSA NGABAMA EPSE KAPITHO, LA SIGNATURE D'UNE FEMME LEADER QUI SE BAT AUX COTES DES MAJORS DU SECTEUR MINIER.

moment-là. Tu as une opportunité en fait de pouvoir réussir dans ce milieu-là », a-t-elle relevé.

Dans cette aventure, un second défi, s'est imposé, à savoir : le financement

« On ne peut parler d'exploitation minière sans financement. Parce que tu dis exploitation minière, tu dis gros budget. Il faut partir avec un budget minimum de 500 millions parce que les équipements sur place coûtent extrêmement chers. Il faut les avoir en double voir en triple c'est comme ça que les grandes sociétés aujourd'hui fonctionnent. Elles ont des flottes d'équipement qui leur permettent d'avoir un turnover, si une machine est en panne tu peux assurer ce qui n'est pas forcément le cas d'une pme ».

Aujourd'hui pour qu'une banque te fasse confiance et t'accompagne c'est quasi impossible au début de l'aventure, il faut montrer que ça tourne et d'ici que la banque voit que ça tourne tu peux t'éteindre car c'est un secteur qui est très demandeur de trésorerie. Comment s'équiper correctement avec du matériel lourd sans crédit c'est un réel challenge, tandis que la concurrence a quatre fois ton parc forcément tu vas galérer.

Satisfaire la demande du marché, c'est le défi de la Reine du Granulat du Gabon.

« Là nous venons à peine de faire l'acquisition d'une foreuse qui est en train d'arriver de la Corée toujours sur fonds propres. Nous allons enfin nous débarrasser du stress de devoir louer, stress de ne pas trouver de foreuse avec son lot de pièce détachées introuvable sur le marché.

S'exprimant sur la question des pièces détachées, Madame Ngabama nous livre quelques confidences : « Je suis devenue experte de la pièce détachée. Je sais regarder dans un manuel mécanique avec le numéro de série, fouiller exactement pour savoir où trouver la pièce, pour ensuite lancer la commande, je commande en Hollande, au Japon, en Corée, même aux États-Unis, partout où c'est de la qualité, partout où c'est moins cher, ça me permet de faire de vraies économies ».

S'exprimant sur la question des pièces détachées, Madame Ngabama nous livre quelques confidences : « Je suis devenue experte de la pièce détachée. Je sais regarder dans un manuel mécanique avec le numéro de série, fouiller exactement pour savoir où trouver la pièce, pour ensuite lancer la commande, je commande en Hollande, au Japon, en Corée, même aux États-Unis, partout où c'est de la qualité, partout où c'est moins cher, ça me permet de faire de vraies économies ».

Avant de nous faire partager le stress inhérent au monde l'exploitation.

« Dans l'exploitation, Les différentes étapes sont le forage, le dynamitage et le concassage. Des compétences qu'il faut pouvoir avoir en interne si tu ne les as pas il faut les sous-traiter et quand tu veux les sous-traiter la compétence n'est pas là ou très coûteuse. J'ai par exemple attendu 5 mois pour trouver une foreuse à louer et quand j'ai trouvé elle ne correspondait pas forcément aux attentes, mais j'ai dû faire avec.

Bien que femme d'entreprise, et première femme gabonaise à la tête d'une société minière,

Madame Ngabama sait concilier, vie professionnelle et statut d'épouse et de mère.

« L'importance réside dans notre capacité à organiser son emploi du temps. Je pars très tôt à la carrière. Cela peut arriver que je ne rentre pas plus tard que 21h ou 22h. Le reste du temps, je suis quand même à la maison et j'ai le temps d'être une maman présente ».

GABON BLUE BOND OBTIENT 500 MILLIONS DE DOLLARS POUR LE FINANCEMENT DES OCEANS AU GABON

La Société de financement du développement international des États-Unis (la DFC) a annoncé aujourd'hui qu'elle fournissait 500 millions de dollars d'assurance contre les risques politiques, destinés à financer une obligation pour la conservation marine au Gabon (Gabon Blue Bond).

En collaboration avec The Nature Conservancy (TNC), le gouvernement gabonai et Bank of America, la DFC a fourni une assurance contre les risques politiques qui a permis une conversion de dette de 500 millions de dollars pour le Gabon, devant générer 163 millions de dollars de financement dédié à la conservation marine au cours des 15 prochaines années.

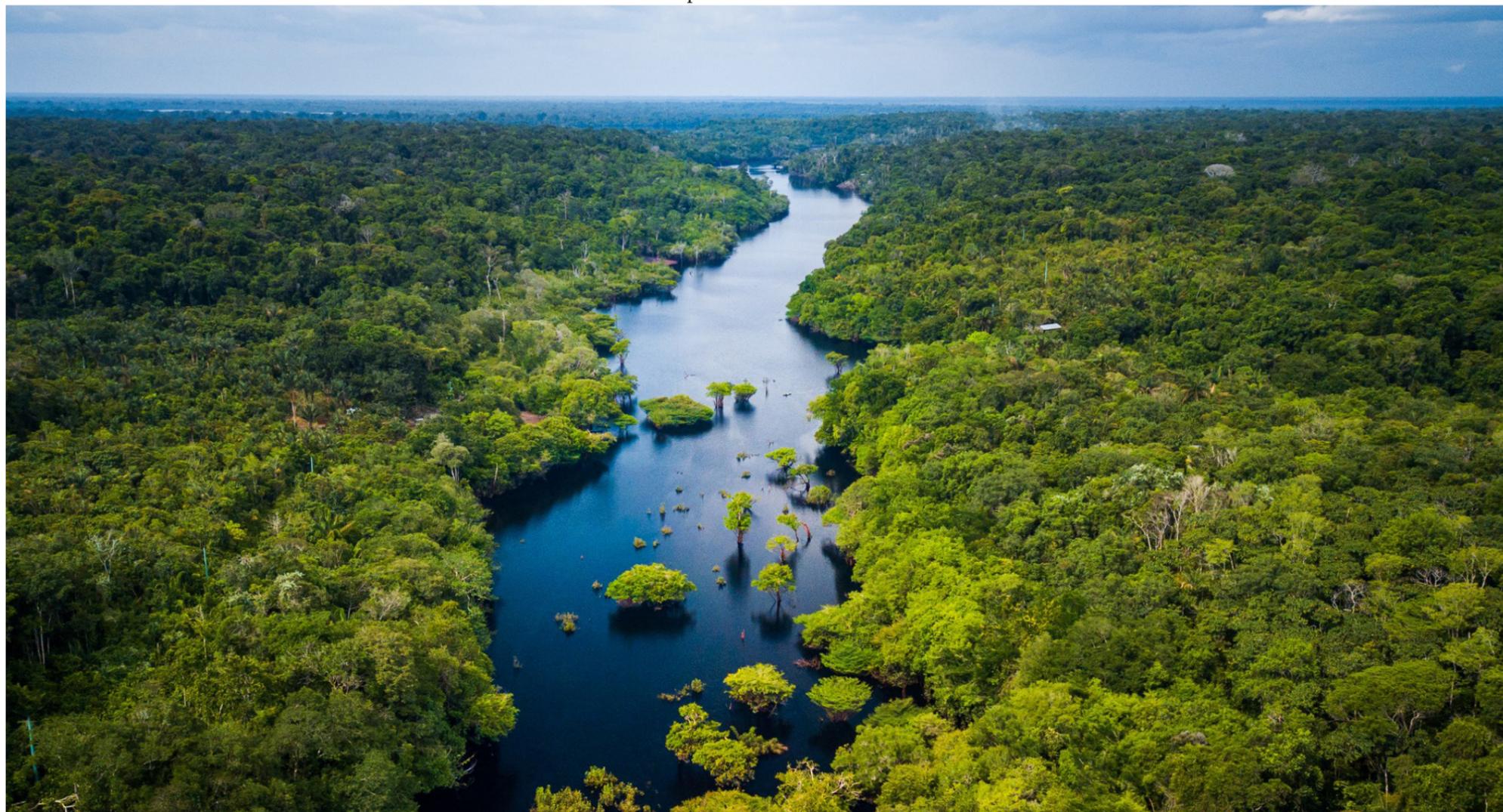
Le refinancement débloquera 5 millions

favoriseront la protection et la gestion des aires marines, permettront de promouvoir la pêche durable, de renforcer la résilience climatique et de développer une économie bleue durable pour la communauté locale.

« L'assurance contre les risques politiques de la DFC a apporté un soutien essentiel à cette transaction historique, a aidé à mobiliser des capitaux

les objectifs de conservation critiques, protéger les espèces menacées et soutenir « l'économie bleue » durable du pays. À l'instar des transactions précédentes que la DFC a facilitées au Belize et en Équateur, l'obligation bleue du Gabon illustre l'amélioration efficace, grâce à la DFC, du profil de crédit d'une émission obligataire pour approfondir les marchés des capitaux. Nous sommes fiers d'avoir participé à cette transaction

Dans le cadre de l'accord, le Gabon s'est engagé à élaborer et à mettre en œuvre un plan spatial marin complet, à désigner 30 % de son océan au titre des zones de protection de la biodiversité et à améliorer la durabilité du secteur de la pêche du pays. La réalisation de ces engagements de conservation favorisera la protection des écosystèmes vulnérables, préservera la biodiversité marine du Gabon et améliorera la



de dollars chacune des 15 prochaines années pour des actions de conservation, et créera une dotation, qui devrait atteindre environ 88 millions de dollars d'ici 2038, pour financer la conservation au Gabon à l'avenir. Il améliorera le profil de la dette du Gabon, tout en créant simultanément un flux de financement dédié à l'appui de l'engagement du pays en faveur de la protection de la biodiversité et de la résilience basée sur la nature, grâce à la gestion des aires marines protégées. Les projets financés grâce à ces obligations bleues

auprès d'investisseurs institutionnels et a catalysé des investissements supplémentaires dans les efforts de conservation marine du Gabon », a déclaré le PDG de la DFC, Scott Nathan. « Nous sommes fiers de contribuer à ce type de financement innovant en Afrique centrale, après avoir soutenu des actions similaires en Amérique centrale et du Sud. L'obligation bleue du Gabon devrait générer un financement de 163 millions de dollars pour de nouveaux efforts de conservation marine au cours des 15 prochaines années, et faire progresser

transformatrice. » L'assurance contre les risques politiques de la DFC a joué un rôle essentiel pour faciliter l'émission en réduisant le risque pour les investisseurs et, en catalysant des investissements supplémentaires, pour les efforts de conservation marine du Gabon. La notation Moody's Aa2 de l'obligation bleue du Gabon montre que l'assurance contre les risques politiques de la DFC peut catalyser les investissements des marchés de capitaux qui, autrement, ne seraient pas disponibles pour ces obligations.

résilience de la nation fondée sur la nature.

Le territoire océanique du Gabon est un habitat d'importance mondiale pour les espèces. Le territoire océanique du Gabon est un habitat d'importance mondiale pour les espèces menacées, y compris la plus grande population de tortues luth – 30 % de la population mondiale.



Le territoire océanique du Gabon est un habitat d'importance mondiale pour les espèces menacées, y compris la plus grande population de tortues luth – 30 % de la population mondiale. Les eaux gabonaises sont également un lieu de reproduction saisonnier d'une importance cruciale pour les baleines à bosse et y vivent des dauphins, des requins et des espèces de raies en voie de disparition.

« Notre programme d'obligations bleues combine la finance avec l'expertise scientifique et la planification marine pour aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs de conservation et de climat, tout en favorisant le bien-être de leurs populations et de leurs économies », a déclaré Jennifer Morris, PDG de The Nature Conservancy.

« Ce projet au Gabon débloquent un énorme flux de financement pour la conservation créée par l'émission de nouvelles obligations, qui a été rendue possible grâce à l'assurance contre les risques politiques de la Société de financement du développement international des États-Unis.

Il s'inscrit dans le cadre d'un nombre croissant d'opportunités financières innovantes faisant progresser à la fois les objectifs de biodiversité et de climat pour les personnes et la nature ».

« Le lancement de l'obligation bleue du Gabon est un moment important, qui nous permet

d'espérer que les mécanismes financiers verts ou bleus se développeront de manière significative dans les années à venir et aideront des pays comme le Gabon, qui protègent efficacement les écosystèmes critiques tout en développant

pourraient apporter une contribution significative à la résolution des défis critiques du changement climatique et de la perte de biodiversité.

Les obligations bleues du Gabon facilitent également les actions d'atténuation, d'adaptation et de résilience climatiques. Elles

Company.

À propos de la DFC La Société de financement du développement international des États-Unis (DFC) s'associe au secteur privé pour financer des solutions aux défis les plus critiques auxquels sont confrontés les pays en développement



nos économies », a déclaré le président du Gabon Ali Bongo Ondimba ». Trop souvent, on se contente de discours sur les nouveaux mécanismes pour récompenser des pays comme le mien. Dans ce cas, grâce au travail de notre partenaire, The Nature Conservancy, et de la Société de financement du développement international des États-Unis, nous en avons fait une réalité. J'appelle les pays développés et nos banques multilatérales à multiplier ce type d'initiatives qui

préservent les habitats des poissons, favorisent la biodiversité et soutiennent les herbiers marins et les forêts de mangroves qui absorbent le carbone de l'atmosphère.

La DFC partage 50 % du risque avec un groupe de huit assureurs privés. Il s'agit de la réassurance du projet est effectuée par AXA XL, Fidelis MGU, Swiss Re Corporate Solutions, Chubb Global Markets, Sovereign Risk Insurance Ltd, Apollo, Mosaic, et Vantage Risk Specialty Insurance

aujourd'hui. Elle investit dans des secteurs tels que l'énergie, la santé, les infrastructures essentielles, l'agriculture et le soutien aux petites entreprises. Les investissements de la DFC adhèrent à des normes élevées et respectent l'environnement, les droits de la personne et les droits des travailleurs.

DES MEDICAMENTS ET DES SOINS DISPONIBLES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE



Parmi toutes les urgences, la santé fait partie des secteurs prioritaires.

Le président de la république s'engage à fournir des médicaments et soins sur l'ensemble du territoire national.

Élargir la couverture des consultations prénatales par la CNAMGS ; étendre le programme de vaccination infantile, ainsi qu'assurer le paiement effectif des indemnités journalières de maternité, sont également des axes contenus dans le pacte social, énoncé par le président candidat. L'objectif est de poursuivre les avancées enregistrées, au cours des dernières années.

Au cours de septennat qui vient de s'achever le gouvernement, a mis en place d'une Brigade Médicale Cubaine constituée de 153 professionnels de santé déployés. Un accès à des données fiables sur le système de santé facilitant la prise de décision et pouvoir, a été également mis en place. Lequel s'appuie

sur loi portant orientation du système d'information de santé en République Gabonaise, sur le n°004/2022 du 27 avril 2022.

En effet, la politique nationale de santé au Gabon vise à doter la nation, d'un système de santé cohérent et performant mettant l'individu au centre des soins de santé, accessible à tous les citoyens et reposant sur la stratégie des Soins de Santé Primaires. Cette stratégie assure le respect des droits Humains, notamment le droit à la santé et porte les valeurs d'équité dans l'accès aux soins et de justice sociale. Elle garantit des prestations de qualité sur toute l'étendue du territoire national et permet ainsi aux populations de jouir d'un bon état de santé, gage de développement durable du pays. Dans cette optique, le système de santé est organisé de façon à faciliter la collaboration intersectorielle

avec d'autres acteurs et départements dont les interventions renforcent et l'action sanitaire, telle que la lutte contre la pauvreté, contre l'ignorance et contre l'insalubrité. Il met l'accent sur l'éthique et le respect de la dignité humaine dans la pratique et la dispensation des soins de qualité, le renforcement des capacités, l'intégration des activités de soins, la déconcentration et la décentralisation du secteur et le développement du partenariat. Le système intègre l'approche genre et le devoir de solidarité entre les citoyens, favorise la responsabilisation des populations et la participation communautaire, encourage et valorise l'implication des femmes et des jeunes dans le développement sanitaire.

Gabon santé (en chiffres)

150 structures de soin primaire

sont réhabilitées d'ici 2025 : taux de



réalisation 67,3%

En 2022, la réhabilitation de 101 structures de soins primaires, sur une cible de 150 structures sanitaires à l'horizon 2025, a été réalisée.

« VIEILLIR EN TOUTE SERENITE »

Aligner les retraites au nouveau système de rémunération, faciliter les départs à la retraite à 65 ans et permettre le paiement en digital de 100% des retraites.



Les perspectives

Un mécanisme nouveau qui permettra d'optimiser de cette catégorie des pensionnaires.

Un système social restructuré,

Facilitation des départs en retraite à 65 ans dès 2024 ; L'alignement des pensions de retraite du secteur public au nouveau système de rémunération ; Le paiement en digital



la poursuivre des projets d'infrastructures et la diversification de l'économie.

En ce qui concerne le volet social

de 100% des retraites ; L'amélioration et l'accompagnement successoral des conjoints survivants ;

Le rétablissement durable, l'équilibre

financier et la bonne gestion de la CNSS, de la CNAMGS et de la Caisse de Pension et des Prestation Familiales des Agents de l'Etat ; L'accélération et la diffusion de la carte verte pour les personnes du 3^{ème} âge.

Rappel : Période 2021-2022 Le PAT décliné sous le pan du Pivot social a enregistré plusieurs réformes dont les volets de l'emploi, de l'éducation, de la santé et du social, permettant ainsi de dépasser les objectifs fixés. Sur le secteur des affaires sociales, l'objectif du PAT sera de rendre opérationnel le Fonds de la CNAMGS. Les actions réalisées pour rationaliser le système d'aide sociale sont les suivantes: Textes instituant le Fonds-4 (catégorie des personnes exerçant dans le secteur de l'informel), fixant le montant des cotisations et les procédures de recouvrement ; l'identification des populations du Fonds-3 (catégorie des gabonais économiquement faible) qui doivent basculer dans le Fonds-4 (nouveaux critères des GEF) ; un projet d'arrêté du ministre pour la collecte des feuilles de soins

; digitalisation de l'interconnexion des 47 structures sanitaires avec l'aide de l'ANINF ; le développement d'un outil de collecte des données des feuilles de soins par l'ANINF ; une rédaction du rapport du recensement des GEF (gabonais économiquement faible) ; et la poursuite du projet de la digitalisation de la CNAMGS.

Historiquement, le Gabon a toujours protégé ses enfants. La république continue d'éduquer ses filles et ses fils toutes provinces confondues, et réussissant avec succès à faire du Gabon un havre de paix et de sécurité. Un pays dans lequel chaque enfant de la nation a pu grandir, se mouvoir, entreprendre, vivre tous ensemble. C'est là le levier du pacte social républicain chargé de promesses et de solidarité envers les aînés, avec un système de retraite robuste et juste.

DONNER PLUS DE CHANCE DE REUSSITE AUX FILLES

Renforcer la lutte contre le décrochement scolaire des filles et mettre l'éducation au service de l'égalité des chances en réformant les curricula sont l'une des préoccupations premières.

Au terme de l'année 2022, le secteur de l'Education a réalisé des progrès considérables sur les capacités d'accueil (écoles, centres de formation) et sur la formation des enseignants, en conformité avec les objectifs retenus du PAT.

En ce qui concerne l'augmentation des capacités d'accueil des établissements scolaires, en particulier du secondaire, le programme d'achèvement, d'extension, d'acquisition, de construction et de réhabilitation des établissements scolaires du secondaire prévu sur l'ensemble du territoire a été engagé depuis 2021.

Certains projets sont achevés, d'autres sont en phase finale. Dans le cadre de la modernisation de la formation l'enseignement technique et professionnel, plusieurs initiatives ont été prises notamment : l'harmonisation des diplômes et des divers titres ; l'organisation des examens nationaux, des concours ; l'amélioration de la gouvernance des établissements de formation

professionnelle techniques et des centres multisectoriels ainsi que la rédaction des manuels de procédures et des plans de développement stratégique des établissements. Concernant

l'accompagnement de la modernisation pédagogique et l'implémentation des réformes, les actions suivantes ont été réalisées : la formation des chefs d'établissement au leadership institutionnel ; le renforcement des capacités pédagogiques et numériques des enseignants ; la rédaction des manuels de procédures des chefs d'établissements du second degré, etc. Quant aux objectifs, ils sont pour la majorité, positifs. Le projet de réhabilitation de 1 000 salles de classe, a été largement dépassé avec 2441 salles de classe réhabilitées entre 2021 et 2022. L'objectif de former les Enseignants du secondaire général et technique a été largement atteint, avec une réalisation de 1953 enseignants formés en fin d'année 2022, par rapport à l'objectif initial qui était de 1400. Sans oublier les 170 encadreurs pédagogiques formés

: soit un taux de réalisation à 49%. Pour les encadreurs pédagogiques, quatre-vingt-quatre (84) ont été formés entre 2020 et 2022 par rapport à un objectif initial de 170.

Le Président de la république, s'est engagé dans l'atteinte de nombreux objectifs, notamment dans le secteur de l'éducation. En effet, il a annoncé la réduction des frais de scolarité de 25% dans les établissements publics, dès la rentrée 2023/2024, mettant l'éducation au service de l'égalité de chance : par la réforme de curricula ; par l'augmentation du nombre de professeurs dans les zones rurales, ce, en ayant recours à la provincialisation des recrutements dans l'éducation nationale ; par la pérennisation et la distribution gratuite des manuels scolaires (pour les pré-primaire et primaire) ; par la diminution du nombre d'élèves par classe ; par la dotation des établissements d'installations décentes en synthétisant les sanitaires, en plafonnant les prix des uniformes scolaires et par l'interdiction de la commercialisation de tenues de

sport par les établissements dès la rentrée 2023, non sans terminer par une nouvelle de taille concernant la rentrée des classes à savoir le triplement de l'allocation de 5000 à 10000 FCFA / an / enfant. En ce qui concerne la formation professionnelle, d'après le plan d'accélération de la transformation (PAT), 20 000 jeunes ont déjà bénéficié d'un accompagnement à l'emploi en 2025 soit un Taux de réalisation de 28%. Entre 2020 et 2022, sur les six (6) centres de formation construits, trois (3) sont opérationnels à ce jour, 5 589 jeunes se sont vu proposer un accompagnement à l'emploi par le PNPE entre 2020 et 2022. structures de soins primaires, sur une cible de 150 structures sanitaires à l'horizon 2025, a été réalisée.

PAR LA REDACTION

BICP

Bureau International de Conseil et de Promotion

LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER AU GABON

Immeuble BICP, Bord de Mer - 4294 Bd de la Nation - BP 4562 LBV Gabon
Tel : +241 11 73 18 80 / 11 73 17 55 - +241 05 31 70 00
pchandezon@gmail.com - secretariat.bicp@gmail.com - www.bicpgabon.com



SIEGE SOCIAL LIBREVILLE



Locations Meublées Louis

Notre objectif :

Vous accompagner dans tous vos projets immobiliers



Promotion - Angondjé

Philippe CHANDEZON, Expert Immobilier
Président de l'A.G.A.I.

Association Gabonaise des Agents Immobiliers

**38 ans d'expérience au Gabon
50 ans d'expérience en Afrique**

+ À L'ÉCOUTE + INFORMÉS + CONNECTÉS

Découvrez gratuitement l'actualité économique du Gabon

NOTRE FORCE RÉSIDE DANS NOS PROPRES VALEURS ET SE DÉCLINE EN QUELQUES LIGNES

7. NOS RUBRIQUES

Les Échos de l'Économie Gabonaise – Grande distribution – Développement durable – RSH/HSE – Économie numérique – Agriculture & Agrobusiness – Ressources minières – Transports, Logistique, Tourisme – BTP – Éducation, Formation – Banques & Assurances... et aussi, Portrait – Santé – Agenda, Conso.

6. LA DISTRIBUTION

Les 12 000 journaux édités chaque mois sont distribués par nos soins à titre personnalisé à tout l'appareil politique, aux directeurs généraux et aux chefs d'entreprises. Il est aussi mis à disposition dans tous les grands hôtels de la place, à l'aéroport et dans les avions, les ONG, les banques et les assurances, les ambassades du Gabon à l'étranger et celles implantées au Gabon, bibliothèques, grandes écoles et les institutions : Unesco, Unicef, OMS...



2. NOTRE ÉQUIPE

Fidèle, passionnée et très organisée. Tout est intégré : la rédaction, les secrétariats, l'infographie, la relecture et la correction, le community management, la distribution. Seule l'impression est externalisée.

3. POURQUOI EST-IL GRATUIT

Parce que c'est une forme de liberté et qu'elle est en adéquation avec le mode de fonctionnement des réseaux sociaux sur lesquels nous sommes très présents.

4. LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

Seuls les reportages et les achats d'espaces sont payants selon des tarifs fixés.

5. NOTRE CIBLE

Principalement les leaders d'opinion et les chefs d'entreprises ainsi qu'un large public.



L'ensemble de ces vecteurs de communication est à votre disposition selon vos messages à transmettre, votre actualité, le public à atteindre et la période concernée.

B.P 4562 Libreville - Gabon Immeuble BICP, bord de mer 4294, Boulevard de la Nation (Quaben)
Tél.: +241 11 73 18 80 / 011 73 17 55 Port +241 65 31 70 00
www.economiegabonplus.com

17 AOÛT

FÊTE NATIONALE DU GABON

BICP

Bureau International de Conseil et de Promotion

VOUS SOUHAITE
BONNE FÊTE



GABON

17 AOÛT 2023
FÊTE NATIONALE

63 ans